

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire dans l'U.E.

- **Ottobre 2015**
- **Il est le fruit de plus de dix ans de recherche, de discussions et d'échanges** entre les parties prenantes en Europe pour améliorer les procédures judiciaires et pour accroître la confiance des citoyens et des entreprises dans la justice, que ce soit dans leur propre État membre ou lorsqu'ils vivent ou travaillent dans un pays d'accueil et qu'ils ont à traiter des questions transfrontalières. [....]
- **Le projet EGLE (European Guide for Legal Expertise) s'est développé autour de plus de 25 réunions organisées dans 10 villes européennes**, mais aussi par le biais d'e-mails, de conférences téléphoniques et d'échanges de documents. De façon informelle, les discussions qui se sont déroulées hors séance ont également ouvert la voie à la réflexion, à la découverte d'autres systèmes, d'autres expériences et d'autres pratiques.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- [...] le Guide des bonnes pratiques de l'expertise judiciaire civile dans l'Union européenne est le résultat d'un travail conduit par des professionnels européens avec comme objectif d'améliorer et d'harmoniser des pratiques très différentes; le tout soutenu par une volonté de définir un modèle européen fort, démocratique, au service des citoyens et des entreprises européennes. Ce consensus a été obtenu en dépit les différences procédurales et culturelles actuelles et des méfiances résiduelles.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Les recommandations de bonnes pratiques contenues dans le présent guide **visent à renforcer la confiance des juges, des parties et de leurs conseils et plus généralement des citoyens de l'Union Européenne dans les avis donnés par les experts judiciaires en Europe, à améliorer la qualité des décisions judiciaires et assurer l'interopérabilité entre les pays membres notamment dans le cas de litiges transfrontaliers.** Pour atteindre ces objectifs, elles tendent à assurer la reconnaissance dans l'ensemble de l'Union des expertises judiciaires faites par les experts judiciaires appartenant aux États membres et l'harmonisation des normes applicables à l'expertise judiciaire et au statut de l'expert.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

La majorité des recommandations formulées peuvent être immédiatement appliquées, d'autres nécessitent la constitution d'organes ad hoc et d'autres encore, dans certains États membres, l'adaptation des règles de procédure civile.

Leur généralisation rapide à tous les États membres serait sans aucun doute facilitée par la création d'une procédure civile autonome propre aux expertises transfrontalières qui, à l'image de la procédure d'injonction de payer européenne, s'appliquerait parallèlement aux procédures existantes dans les États membres. Celle-ci faciliterait en outre le recours à l'un quelconque des experts de l'Union en imposant aux experts désireux de travailler au-delà des frontières de leurs États respectifs de ne connaître que deux procédures, celle de leur État d'origine et cette procédure d'expertise dite européenne.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

Les principes directeurs [...] s'appliquent donc sous certaines conditions aux trois catégories d'experts suivantes dont l'existence a été relevée par la Commission européenne pour l'Efficacité de la Justice (CEPEJ)

- les experts techniques qui mettent à la disposition du tribunal leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait ;
- les experts-témoins qui apportent leur expertise pour appuyer (*asseverare*) sur le plan technique l'argumentation des parties ;
- les experts juristes qui peuvent être consultés pour apporter au juge la connaissance des règles, pratiques et droits en vigueur dans un pays étranger et particulièrement d'un pays non membre de l'Union européenne.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Les experts peuvent être des individus ou des personnes morales (laboratoires publics ou privés, universités, etc., ci-après désignés Fournisseurs de Services d'Expertise) à condition dans ce dernier cas qu'au moins une personne physique ait au sein de la personne morale la qualité d'expert judiciaire et assume personnellement la responsabilité du rapport et que l'organisation de la personne morale garantisse l'indépendance de l'expert signataire du rapport.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- **La mission de l'expert technique et de l'expert-témoin se limite** à la détermination des faits et aux conclusions techniques et/ou à une opinion professionnelle issue de ses connaissances et/ou de ses recherches. Aucun des deux ne donnera jamais d'avis juridique.
- **Un expert juriste peut**, lorsque cela est autorisé par la loi interne de l'État membre, **aider le juge dans la recherche du droit.**

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

Conditions régissant le recours à une expertise judiciaire

L'avis de l'expert est requis quand le juge - sous réserve qu'il en ait le pouvoir en application de la loi de l'État membre - n'est pas en mesure de prendre une décision juste et détaillée sur la seule base des éléments produits par les parties ou lorsqu'il a besoin d'un éclairage technique (scientifique, médical, artistique, linguistique, etc.).

Sur des questions de droit, seul un expert juriste peut, lorsque cela est autorisé par la loi de l'État membre, éclairer le juge. Même dans ce cas, le pouvoir de décider et d'interpréter le droit demeure de la compétence exclusive du juge.

L'expertise ne peut être ordonnée que lorsqu'il n'existe pas de moyens de preuve plus simples ou plus rapides pour régler le litige.

Le coût de la mesure ne doit pas être un obstacle à son institution. Toutefois, le juge et l'expert doivent veiller à ce qu'il reste proportionné à l'intérêt du litige. [...]

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Désignation de l'expert
- Inscription sur une liste nationale, régionale, et/ou sur une liste des experts européens
- [...]
- Loin d'entraver la libre concurrence et le libre exercice de l'activité des experts au sein de l'UE, **ces listes, du fait de leur caractère public, faciliteraient la désignation de ces experts par des juges et des parties étrangers à l'État dans lesquels ils exercent habituellement et mettraient fin à l'entrave que constitue la pratique des choix discrétionnaires sur des listes occultes établies selon des critères inconnus dont l'existence a été relevée dans de nombreux États membres.**

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Pour être inscrit sur ces listes pour une **durée maximum de cinq ans renouvelable**, l'expert doit prouver qu'il satisfait certains critères plus amplement précisés au Chapitre consacré au statut de l'expert, qui peuvent être vérifiés, soit par une autorité judiciaire administrative nationale, soit par des institutions privées spécifiques se conformant aux règles et réglementations nationales (telles que les ordres professionnels, si tel est le cas), soit par un organisme européen s'il est créé.
- S'agissant de l'inscription sur les listes, l'**organisme compétent au plan européen et les organismes nationaux** en ce qui les concerne, doivent à tout le moins vérifier la compétence technique de l'expert [...]

•

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Processus de Désignation
- **Idéalement, l'expert devrait être choisi directement ou autorisé à déposer par le juge qui est en charge du litige et dirige la procédure, après audition des parties,** plutôt que par tout autre organisme. Cependant quand les parties s'accordent sur le choix de l'expert ou des experts, le juge devrait respecter ce choix.
- Le juge devrait s'assurer qu'il y a un nombre adéquat d'experts dans chaque spécialité et essayer d'éviter de nommer à nouveau le même expert en excluant d'autres qui ont la même qualification. Dans chaque cas, le juge doit nommer le meilleur expert au regard du cas considéré.
- Le juge ou la partie qui le désigne doit pouvoir appeler ou écrire à un expert avant de le désigner pour vérifier sa compétence pour exécuter la mission pour laquelle il est pressenti, sa disponibilité et l'absence de tout conflit d'intérêts, ou, s'il y a potentiellement un conflit d'intérêts, que celui-ci a été ou va être déclaré.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Les principes directeurs de la procédure et l'office du juge:
- 1) Le principe de contradiction
- Les preuves soumises à l'expertise et les hypothèses sur lesquelles les conclusions de l'expert sont fondées doivent être communiquées à toutes les parties, sauf si le juge, ayant entendu les parties, en décide autrement, ou si les parties sont d'accord sur le fait qu'il existe des raisons suffisantes pour qu'elles restent confidentielles. **Dans ce cas, le juge définit les conditions dans lesquelles l'expert pourra conduire ses opérations d'expertise de manière non contradictoire.**
- Dans tous les autres cas, l'expert doit, sous le contrôle du juge, s'assurer que les pièces de l'expertise sont mises à la disposition de toutes les parties, respectant ainsi le principe d'égalité des armes.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- **2) Le controle judiciaire de l'expert nommé par le juge**
- L'indépendance de l'expert n'exclut pas le controle judiciaire du déroulement de la procédure pour en assurer la rapidité et l'efficacité.
- **Le juge qui nomme l'expert doit pouvoir controler le déroulement de l'expertise** (y compris régler des incidents relatifs à la personne de l'expert désigné par ses soins et aux modifications de la mission) et assurer un procès équitable au cours de l'expertise (exemples : approuver un calendrier raisonnable, vérifier l'accès contradictoire aux éléments soumis à l'expert et veiller à un cout raisonnable).

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Déroulement de la procédure
- **1) Définition et durée de la mission de l'expert**
- La mission doit être définie de façon aussi précise que possible et au plus près de ce qui est nécessaire pour trancher la question en litige, soit par le juge après un échange entre les parties, soit par le conseil de la partie. Dans la mesure du possible la mission est rédigée sous forme d'une ou plusieurs questions.
- **En aucun cas la mission de l'expert ne doit comporter celle de concilier les parties** ni a fortiori de négocier avec quiconque et plus particulièrement avec l'expert de l'autre partie lorsque chaque partie nomme un expert.
- Avant de commencer ses opérations, l'expert désigné par le juge aura, si nécessaire, l'occasion d'échanger avec le juge sur la définition de sa mission. Les parties doivent être informées de ces échanges et, si besoin est, une audience pourra être tenue pour recueillir leurs observations. La version finale de la mission sera définie après ces échanges.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- **2) Prolongation de la Mission**
- Le juge ayant le pouvoir d'allonger ou restreindre les délais et de restreindre ou étendre la mission, même d'office après avoir entendu les parties, l'expert doit pouvoir faire une demande auprès du juge pour prolonger sa mission s'il se rend compte que (i) les délais dont il dispose seront insuffisants et/ou (ii) quand, pour des raisons techniques, des investigations complémentaires sont nécessaires, ou qu'il faudrait étudier des questions techniques supplémentaires. [...]

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- **3) Réunions d'expertise et rapports complémentaires**
- Le cout des réunions d'expertise auxquelles toutes les parties doivent pouvoir assister incitera l'expert désigné par le juge ou conjointement par les parties à en limiter le nombre à ce qui est strictement nécessaire et tous les acteurs du procès à recourir à toutes les ressources que confèrent les nouvelles technologies, au besoin après adaptation des règles de procédure (visio-conférence, convocations par voie électronique, communication des pièces et du rapport par voie électronique).
- Par ailleurs dans les instances où il y a plusieurs experts nommés par les parties, le juge peut ordonner aux experts de se réunir avec la charge d'identifier les points d'accord et les points de désaccord ainsi que, sous toutes réserves, les raisons de leur désaccord.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- **4) La restitution et la conservation des pièces dont l'expert a été détenteur au cours de ses opérations**
- À l'achèvement de sa mission et en cas de transaction entre les parties ou de dessaisissement par le juge ou la partie qui l'a désigné, l'expert doit être prêt à restituer aux parties toutes les pièces non publiques et confidentielles que celles-ci lui ont confiées.
- L'expert conservera par-devers lui durant tout le temps pendant lequel sa responsabilité peut être engagée tous les autres documents qu'il a été conduit à se procurer ou détenir au cours de ses opérations.

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- Audience
- **Après avoir rendu son rapport, l'expert pourra être entendu par le juge lors d'une audience, soit d'office, soit à la requête des parties, pour soutenir et expliquer ses conclusions et répondre aux questions des parties et du juge. L'audience peut se tenir sous forme de visioconférence suivant la législation de chaque pays.**

Guide de bonnes pratiques de l'expertise judiciaire

- **Procédures simplifiées**
- Pour les petits litiges (à adapter de façon parallèle au Règlement CE 861/2007) ou les questions techniques simples, le juge peut demander à l'expert de répondre à une ou deux questions dans le cadre d'une procédure d'expertise simplifiée (délais abrégés, échanges écrits seulement, couts réduits, oralité lors d'une simple visite sur site, etc.). Dans ces cas il peut être plus approprié à la cause que l'expert donne verbalement ses conclusions.[...]
-

Rapport d'expertise

- Rapport d'expertise
- Rapport préliminaire
- Comme il a été indiqué au paragraphe 4.3 ci-dessus, un rapport préliminaire aussi nommé **pré-rapport** devrait être rédigé, sauf si le juge ou la législation en dispose autrement.
- Quand un pré-rapport est remis, le rapport final doit avoir la même structure, et montrer les changements depuis le rapport préliminaire.
- Si le pré-rapport est oral, celui-ci doit comporter la même structure et contenir les mêmes éléments d'information que le rapport écrit ci-après décrit.

Rapport d'expertise

- Structure du rapport
- **Le rapport devrait etre composé de sous-sections dans un ordre spécifique, qui facilite le travail d'analyse du juge des rapports de différentes sources. Dans tout rapport d'expert la distinction entre les faits et les hypothèses de l'expert doit etre clairement établie, et ses avis doivent etre exposés de manière claire et concise.**

Rapport d'expertise

- **Le rapport doit obligatoirement inclure les informations suivantes:**
- I- PARTIE INTRODUCTIVE :
- * le nom du tribunal et le numéro de l'affaire ;
- * indication de l'autorité qui a ordonné l'expertise ou de la partie qui a mandaté l'expert ;
- * date du rapport, date de la désignation ou du mandat et date fixée pour le dépôt du rapport ;
- * parties impliquées, leurs avocats et/ou autres représentants avec indication des parties qui ont été présentes ou représentées aux opérations d'expertise;
- * expert(s) responsable(s) avec mention de ses titres, qualifications et expériences;
- * déclaration d'indépendance et d'impartialité;
- * attestation d'assurance de l'expert ;
- * noms et taches spécifiques de tout assistant ou expert technique qui a collaboré;
- **(segue)**

Rapport d'expertise

- * liste de documents regus et utilisés comme base pour l'opinion de l'expert ou pour répondre aux questions en distinguant les documents fournis par les parties de ceux recueillis par l'expert ainsi que la bibliographie afférente au sujet traité ;
 - * questions posées par le juge ou la partie qui a désigné l'expert et consignes éventuelles qui lui ont été données ;
- * particularités des opérations d'expertise et actions menées ;
- * éléments concernant la procédure (par exemple : les limites apportées au droit de la preuve dans certaines matières comme en matière médicale) ;
- * procédure mise en reuvre pour assure le respect du principe de contradiction pendant toute la durée de l'expertise.

Rapport d'expertise

- CORPS DU RAPPORT :
- Enquete, discussion et analyse de l'expert
 - les éléments de contexte ;
 - les faits, leur provenance, les causes établies et la déclaration des parties en ce qui les concerne ;
 - tous faits scientifiques ou pratiques pertinents liés au litige et aux questions posées avec référence à la littérature scientifique appropriée;
 - les résultats des investigations de l'expert;
 - **(segue)**

Rapport d'expertise

- **segue CORPS DU RAPPORT :**
 - les observations ou contestations faites par les Parties sur le rapport préliminaire (si applicable) ;
 - en présence d'un éventail d'avis possibles, la portée et les sources de chacun doivent être précisées.
 - la réaction de l'expert à toute requête et les réponses à toute question posée par les Parties ;
 - restitution des discussions avec les Parties ;
- **Le rapport peut aussi inclure d'autres aspects spécifiques de la procédure applicable en vertu de la loi locale, de la déontologie spécifique au domaine d'expertise considéré ou de toute règle professionnelle de l'expert.**

Rapport d'expertise

- **CONCLUSIONS :**
 - Une opinion et/ou une réponse aux questions posées, motivées et présentées de **fagon** logique ;
 - Précisions quant au degré de fiabilité des conclusions formulées ;
- Signature de l'expert précédée d'une attestation de vérité proche de celle-ci :
- « Je confirme avoir clairement indiqué quels faits et questions dans le présent rapport relèvent de mon savoir personnel et ceux qui n'en relèvent pas. Je certifie que les avis donnés sur la base de mes connaissances sont sincères. Les opinions que j'ai émises représentent mes opinions véritables et complètes en tant que professionnel sur les questions auxquelles elles se rapportent ».

Rapport d'expertise

- **ANNEXES** :
- documents qui n'étaient pas dans le dossier, mais qui ont été utilisés par l'expert ;
- documents référencés dans le Rapport.
- [...]

Rémunération de l'expert

- **Chapitre VI Rémunération de l'expert**
- [...]

Statut des experts

- **Statut des experts**
- **Les droits de l'expert**
 - Outre le droit à une juste rémunération détaillée ci-dessus, l'expert doit avoir le droit d'accepter ou de refuser sa mission. Toutefois, s'il est inscrit sur une liste, il devra justifier de son refus par une raison objective auprès de celui qui le désigne ou le mandate.
 - Il a en outre droit à une information en aval et en amont de sa mission.
 - Il doit pouvoir s'adresser au juge et/ou à la partie qui l'a désigné pour obtenir des éclaircissements sur sa mission et au cours de l'exécution de celle-ci, obtenir l'aide du juge pour surmonter les difficultés qu'il peut rencontrer. À cette fin il doit pouvoir solliciter la convocation des parties devant le juge. Il doit en aval avoir un retour sur le sort qui a été réservé à son expertise par les parties ou par le juge dans sa décision et sur les appréciations qui ont pu être formulées lors des débats judiciaires sur la qualité de ses rapports.
 - En raison des pressions qui peuvent être exercées sur lui du fait de l'importance de son avis pour la solution du litige, il devrait faire l'objet d'une protection particulière de la part des États membres, comparable à celle octroyée aux juges ou aux personnes détentrices d'une autorité publique, protection qui peut aller jusqu'à la création d'un délit pénal spécifique ou d'une circonstance aggravante pour certains délits dont il peut être victime en raison de sa mission (chantage, menaces, violences, tentatives de corruption).

Statut des experts

- L'éthique de l'expert

Des règles déontologiques identiques devraient être applicables à l'expert judiciaire européen, quel que soit son mode de désignation: expert désigné par le tribunal ou expert désigné et rémunéré par une ou des parties et assujetti à des obligations à l'égard du juge dès lors qu'il est autorisé à donner son avis devant une juridiction.

[...]

Statut des experts

- **Assurance qualité**
- **Principes généraux**
 - La désignation d'un expert judiciaire, personne physique ou personne morale (ci-après désigné Fournisseur de Services d'Expertise), devrait relever d'un cadre juridique qui comprendrait un système d'assurance qualité comportant des règles uniformes et partagées qui incluent une accréditation et une certification.
 - Le système d'assurance qualité devrait inclure une procédure judiciaire permettant au candidat de contester la décision de refus de l'accréditation pour les personnes morales ou de la certification pour les personnes physiques.
 - Le système d'assurance qualité devrait inclure un certain nombre d'éléments essentiels : compétence, diplômes et formation professionnelle et judiciaire, et un système permanent de vérifications et d'évaluations périodiques de qualité.
- Le système d'assurance qualité devrait fournir les critères pour la certification et l'accréditation, dans la mesure où l'expert doit répondre aux exigences suivantes

Statut des experts

- **Organismes nationaux de certification**
- [...]

Statut des experts

- **Liste des experts européens et organe européen chargé de l'établissement de cette liste**
- [...]

CODE DE DEONTOLOGIE DE L'EXPERT JUDICIAIRE EUROPEEN

- **Article 1^{er}:**
- **Le présent code s'applique à tous les experts appelés à donner leur avis en justice et aider le juge** dans la solution du litige, qu'ils aient été désignés par le juge, par chacune des parties ou conjointement par les parties.
- Il s'applique à la fois aux experts techniques qui mettent à la disposition du tribunal leurs connaissances scientifiques sur des questions de fait, aux experts-témoins qui apportent leur expertise pour éclairer l'argumentation des parties et, dans les pays où il en existe, aux experts juristes qui peuvent être consultés pour apporter au juge la connaissance d'un droit étranger.
- [...]

CODE DE DEONTOLOGIE DE L'EXPERT JUDICIAIRE EUROPEEN

- **Article 2:** L'expert a pour mission d'apporter son aide au juge lorsque celui-ci n'est pas en mesure de prendre une décision au vu des éléments de preuve qui lui sont fournis sans solliciter un avis sur une question technique (scientifique, médicale, artistique, linguistique, etc.) lui permettant de faire une exacte interprétation des faits. Dans les cas prévus par la loi interne des États membres, il peut fournir au juge la connaissance d'un droit étranger dont l'interprétation demeure de la compétence exclusive de ce dernier.
- En aucun cas, sa mission ne saurait comporter celle de concilier les parties ni a fortiori de négocier avec l'expert de l'autre partie lorsque chaque partie nomme un expert.
- **Article 3:** L'expert doit établir un rapport de ses opérations dans lequel il répond aux questions posées.

Règles personnelles

- **DEVOIRS DE L'EXPERT**
- **Règles générales Section 1: Règles personnelles**
- **Article 4:** L'expert, quel que soit son mode de désignation, doit faire preuve de compétence, de probité, de loyauté, d'indépendance et d'impartialité.
- **Article 5:** L'expert doit entretenir et améliorer sa compétence en suivant une formation continue portant à la fois sur son métier, sur la technique expertale, sur le droit régissant son activité professionnelle et sur la procédure d'expertise.
- **Article 6:** Tout expert se doit de prêter son concours aux actions d'intérêt général en faveur de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des procédures d'expertise et de la justice.
- **Article 7:** L'expert doit exécuter personnellement la mission qui lui est confiée par le juge ou les parties. Il peut toutefois, lorsque cela est nécessaire, s'adjoindre des collaborateurs ou recueillir l'avis d'un autre expert dans une spécialité distincte de la sienne mais demeure dans ce cas l'entier et unique responsable du déroulement des opérations d'expertise et de l'avis donné à l'issue de celles-ci.

Devoirs envers le Juge et les parties

- Section 2: **Devoirs envers le Juge et les parties**
- Article 12 : **Meme lorsqu'il a été désigné par une partie, l'expert doit se montrer loyal tant envers le juge qu'envers les parties** dans la mesure où donnant son avis dans le cadre d'une instance judiciaire, il participe à la manifestation de la vérité et à l'œuvre de justice. Il ne doit rien cacher au juge, ne serait-ce que par omission, des éléments qui pourraient être défavorables à la partie qui l'a désigné et le rémunère.
- Article 13 : Tout expert, quel que soit son mode de désignation, doit prêter serment à l'occasion de son inscription sur une liste officielle et publique ou en l'absence d'inscription, lors de sa désignation ou de son audition par le juge, de respecter les obligations énumérées à l'article 4 ci-dessus et celles plus amples figurant au présent code.
(segue)

Devoirs envers le Juge et les part

- **L'expert, lorsqu'il est désigné par une partie, doit en outre être à même de jurer devant le juge qui reçoit son avis :**
- que son premier devoir est envers la Cour, tant dans la préparation des rapports que dans son témoignage oral, et que ce devoir l'emporte sur toute obligation envers la partie qui l'a missionné et/ou payé, qu'il s'est conformé à ce devoir et qu'il continuera à s'y conformer ;
- qu'il est informé des exigences de la procédure civile en vigueur devant la cour en ce qui concerne le déroulement des expertises ;
- qu'il a indiqué dans son rapport ce qu'il a compris de ce que lui a indiqué son mandant comme étant les questions au sujet desquelles son avis en tant qu'expert était nécessaire ; [...]

Devoirs envers les autres experts

- **Devoirs envers les autres experts**
- **Article 23:** Les experts sont tenus de s'exprimer à l'égard de leurs confrères avec modération.
- **Article 24:** La concurrence entre experts ne doit se fonder que sur la compétence et la qualité des services offerts à la justice et respecter l'éthique professionnelle.
- **Article 25:** L'expert doit s'abstenir de participer à toute expertise dont les conditions seraient contraires au présent code.
- **Article 26:** Si un expert est appelé à succéder, dans des opérations d'expertise, à un expert décédé, il doit sauvegarder les intérêts des ayants droit pour les opérations déjà engagées et qu'il est amené à poursuivre.
- **Article 27:** L'expert appelé à porter une appréciation sur un autre expert ou son travail ne doit se prononcer qu'en pleine connaissance de cause et avec impartialité. Les missions de contrôle doivent exclure toute attitude arbitraire. Les avis ou appréciations doivent toujours être clairement exprimés et motivés et leur auteur doit s'affranchir de ses conceptions personnelles.

Devoirs envers les pouvoirs publics

- **Devoirs envers les pouvoirs publics**
- **Article 28:** L'expert doit se conformer aux lois et règlements en vigueur au sein de l'UE et au code de déontologie de l'ordre professionnel auquel éventuellement il appartient.
- **Article 29:** L'expert doit porter sans délai à la connaissance des autorités publiques compétentes les risques graves pour la sécurité des personnes qui seraient révélés à l'occasion des opérations d'expertise.
- **Article 30:** L'expert doit se soumettre aux procédures d'évaluation préalables à son recrutement. Il doit notamment fournir spontanément tous les éléments permettant de vérifier sa compétence technique au vu des diplômes qu'il détient, son cursus professionnel et son expérience de terrain, son savoir des techniques d'investigation, ses connaissances des normes régissant l'exercice de son activité principale, des règles relatives aux droits et obligations des experts ainsi que des principes directeurs du procès équitable.

Règles particulières à chacun des modes d'exercice

- **Règles particulières à chacun des modes d'exercice**
- **Article 32:** Lorsque l'expert est une personne physique, il assume seul la responsabilité des opérations d'expertise et de l'avis qu'il formule à l'issue de ces dernières et doit en conséquence être assuré pour les dommages qu'il pourrait occasionner aux parties à l'occasion de l'exercice de cette activité spécifique.
- **Article 33:** Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci doit gérer entièrement les opérations d'expertise. Elle doit comporter en son sein une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité d'expert à titre individuel qui assument personnellement la responsabilité des preuves orales et écrites recueillies, des conclusions formulées ainsi que de la rédaction du rapport qui sera remis au juge.

Rémunération

- **CHAPITRE III: Règles relatives à la rémunération [...]**